

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEGRO GOBELINS

105 rue de Tolbiac
75013 Paris

Code AIOT : 0007404132

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le **17/11/2025** dans l'établissement SEGRO GOBELINS implanté 105 rue de Tolbiac 75 013 Paris. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du dossier de porter à la connaissance du Préfet de Police déposé en juillet 2025 par la société SEGRO exploitant l'entrepôt de la gare des Gobelins, des demandes de compléments ont été adressées à l'exploitant. La visite d'inspection visait à faire un point sur la phase travaux et visiter les deux cellules dans lesquelles l'exploitant a redémarré une activité de messageries au niveau Gare.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEGRO GOBELINS
- 105 rue de Tolbiac 75013 Paris
- Code AIOT : 0007404132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation exploitée est un entrepôt soumis à autorisation et classé à la rubrique 1510 au titre de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement en rénovation pour une remise aux normes totale de l'entrepôt, ce qui explique certaines mesures compensatoires mises en place durant la phase travaux. La fin des travaux est prévu pour 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Plan de défense incendie
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de l'implantation des cellules de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/1992 – Annexe I, Titre I, Point 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie, personnel & maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 – Annexe II, Point 22	Mise en demeure	1 mois
6	Prévention pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, Annexe I, Titre II, Point 11	Demande d'action corrective	1 mois
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 – Annexe II, Point 1.6	Demande d'action corrective	1 mois
8	Coupure de l'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018 Annexe I, Point 2.13	Demande d'action corrective	3 mois
9	suivi des quantités de combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018 Annexe I, Point 3.5	Mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, Point 23	Sans objet
4	Personnels SSIAP	AP Complémentaire du 20/02/2009, Annexe I, Condition 3	Sans objet
5	Recharge de batteries	Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, Annexe I, Titre IV, Point 42	Sans objet
10	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, Annexe I, Point 22	Améliorations de l'organisation mise en place

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un ensemble de compléments est attendu dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance auquel s'ajoutent des demandes issues des constats réalisés lors de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : RESPECT DE L'IMPLANTATION DES CELLULES DE STOCKAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, Annexe I, Titre I, Point 1
Thème(s) : Situation administrative, Plans de l'installation
Prescription contrôlée : 1° - Les installations seront situées et installées conformément aux plans timbrés en date du 11 septembre 1991 et exploitées suivant les prescriptions du présent arrêté. Tout projet de modification notable des installations ou de leur exploitation, devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du préfet de police de Paris, avec tous les éléments d'appréciation. En outre, la SNCF établira et enverra au Préfet de Police, une fois par an, une mise à jour des éléments du dossier initial (liste des locataires, nature et volume des activités, modifications touchant à la sécurité incendie...).
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a redémarré une activité dans deux cellules au niveau Gare, nommées G01 et G13 dans le porter à connaissance de 2025. La nomination des cellules a été modifiée, G01 est désormais nommée dans les plans G14 . Il appartient à l'exploitant de mettre à jour les plans conformément à la nomination actuelle et d'en informer le Préfet de Police de Paris, les services de secours de la BSPP ainsi que l'inspection des installations classées. Il est proposé à Monsieur Le Préfet de police de Paris d'adresser par lettre de suite une demande d'action corrective à l'exploitant visant à mettre à jour les plans et dénomination des cellules d'exploitation de l'entrepôt des Gobelins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE, PERSONNEL & MAINTENANCE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°) L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. « L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que le RIA N°H24 n'a pas été révisé depuis le 17 juillet 2024 . Les inspecteurs ont vérifié pas sondage la date de vérification des extincteurs. Ces derniers n'ont pas été vérifiés en 2025. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en demeure l'exploitant de vérifier ses équipements et moyens de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention
Prescription contrôlée : 23. Plan de défense incendie Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à

analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Il a été constaté une absence de mise à jour des plans de description de la nouvelle répartition des cellules suite à la fin de la phase de travaux.

Les plans constatés sur site sont différents de ceux fournis dans le dossier de porter à connaissance de **2025**.

Le point de contrôle n°1 propose déjà une action corrective visant à fournir aux services de la préfecture de police de Paris, les plans mis à jour.

Type de suites proposées : idem point de contrôle n°1

N° 4 : PERSONNELS SSIAP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2009, Annexe I, Condition 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le poste central de sécurité sera au moins pourvu du personnel suivant: <ul style="list-style-type: none">• durant les heures d'activité (travaux d'entretien compris):<ul style="list-style-type: none">◦ une personne diplômée SSIAP 2◦ trois personnes diplômées SSIAP 1 cette configuration sera maintenue en cas de travaux hors des travaux d'activité [...]
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'équipe de secours était composée d'un agent SSIAP 2 et trois agents SSIAP 1 . Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : RECHARGE DE BATTERIES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, Annexe I, Titre IV, Point 42

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Les postes de recharge de batteries des engins de manutention seront installés soit dans les locaux spécialement aménagés, soit sur des aires spécialement réservées et balisées, éloignées des zones d'entreposage. Ils répondront aux obligations réglementaires qui leurs sont applicables par ailleurs, comme prévu à la condition 3 du présent arrêté.

Constats :

Il a été constaté lors de la visite que l'exploitant a prévu que des bornes de recharges pour véhicules légers dans chaque cellule. Un des locataires, exerçant une activité de messagerie, chargeait ses véhicules électriques dans sa cellule comme le montre la photographie suivante.



Il convient de charger les véhicules électriques dans les parties communes de l'entrepôt. **L'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet de police de Paris d'interdire la charge des véhicules dans les cellules via un arrêté préfectoral.**

Concernant les engins de manutention, Il appartient de mettre en place soit un local répondant aux exigences des point 2.4.1 à 2.9 de l'annexe i de l'arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2925 soit d'éloigner l'entreposage d'une distance suffisante afin d'éviter toute propagation d'un incendie issus des batteries des engins de manutention à la zone d'entreposage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PRÉVENTION POLLUTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/1992, Annexe I, Titre II, Point 11
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle doit rester vide et en parfait état de propreté. Les produits incompatibles entre eux seront stockés dans des capacités de rétention différentes.
Constats : Il a été constaté lors de la visite d'inspection qu'une quinzaine de bidons de produits liquides dangereux étaient entreposés au sol sans bacs de rétention. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courriel du 24/11/2025, qu'il n'a plus "aucun stockage dans cette cellule". Il est proposé à Monsieur Le Préfet de police de Paris d'adresser par lettre de suite une demande d'action corrective à l'exploitant visant à prévoir la mise en place de rétentions lors du stockage de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : PLAN DES RÉSEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, Point 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets aqueux
Prescription contrôlée : 1.6. Eau 1.6.1. Plan des réseaux (Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er, 7°) Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). « Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »
Constats : Il a été constaté l'absence de signalisation au niveau Halle permettant d'identifier les ouvrages hydrauliques tels que les disconnecteurs et le point de prélèvement des rejets aqueux avant rejet dans le réseau. Les plans des réseaux d'eau ne sont pas à jour. Il appartient à l'exploitant de fournir les plans mis à jour. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de demander à l'exploitant de mettre à jour les plans des réseaux d'eau ainsi que de mettre en place des signalétiques claires permettant l'identification des ouvrages tels que les disconnecteurs et le point de prélèvement avant rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : COUPURE DE L'ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 Annexe I, Point 2.13
Thème(s) : Coupure de l'alimentation en combustible
Prescription contrôlée : [...] Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments « ou du local » s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none">- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. [..]
Constats : Le groupe électrogène exploitée par SEGRO dispose de deux dispositifs de coupure de l'alimentation en combustible. Le jour de l'inspection un des deux dispositifs semblait défectueux (fil trop lâche sur l'un des deux dispositifs de coupure comparé au second – Cf photographie ci-dessous) 
Il conviendra de réparer le dispositif de coupure défectueux
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : SUIVI DES QUANTITÉS DE COMBUSTIBLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 Annexe I, Point 3.5
Thème(s) : Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. « Les matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation ne sont pas stockées dans les locaux abritant les appareils de combustion. »
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre permettant de suivre les quantités de combustible détenues et consommées par l'alimentation du groupe électrogène. La cuve de FOD alimentant le groupe électrogène n'est pas gérée par l'exploitant par l'association ASLO qui gère la copropriété de la dalle olympiade sous laquelle le groupe électrogène est située. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place ce registre indiquant les quantités de combustible disponibles dans la cuve et les quantités de combustibles consommées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : EXERCICE INCENDIE

Référence réglementaire : AP du 26/10/1992, Annexe I, Point 22
Thème(s) : Exercice Incendie
Prescription contrôlée : [...] Un exercice annuel de défense incendie sera organisé en liaison avec les sapeurs pompiers
Constats : Comme le site est à l'arrêt depuis deux ans aucun exercice n'a été fait depuis 2023. Le sapeur pompier accompagnant les inspecteurs des installations classées a décidé d'organiser un exercice sur table pour vérifier que les équipes présentes sur place étaient bien dimensionnées pour répondre à un incendie de grande ampleur et connaissaient l'organisation à mettre en place en cas d'un tel événement. L'exploitant n'était pas prévenu de cet exercice. Le sapeur-pompier et les inspecteurs ont émis les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Bonne connaissance du site et de l'organisation à mettre en place en cas de sinistre par l'agent SSIAP 2 présents sur le site ;• Nécessité d'avoir un 4ème agent SSIAP 1 pour accompagner les pompiers pour ouvrir la porte d'accès situé au niveau de la rue du Javelot. (Ceci sera prescrit par arrêté préfectoral).• Nécessité d'afficher un plan du réseau de sprinklage afin que les sapeurs-pompier puissent identifier facilement les zones en dérangement• Nécessité de modifier les étiquette de la baie SSI identifiant les alarmes en fonction des cellules de l'entrepôt afin d'affecter les cantons de désenfumage aux bonnes cellules. En effet, les dénominations des cellules ont changé entre le début et la fin des travaux.
Type de suites proposées : Sans suites